



Par ALAIN DUHAMEL

Le grand retour d'Alain Juppé

On dirait un remake du *Comte de Monte-Cristo*. De 1993 à 1995, durant la cohabitation entre François Mitterrand et Edouard Balladur, Alain Juppé a détenu le portefeuille des Affaires étrangères. De l'avis quasiment unanime – à commencer par le président socialiste qui prenait un malin plaisir à le confier –, il a brillé dans ses fonctions jusqu'à ne pouvoir être comparé qu'au seul Maurice Couve de Murville, l'impassible ministre des Affaires étrangères du Général. A cette époque, il fut ainsi l'homme à la mode. Pratiquement un sans-faute, même s'il a été impuissant à empêcher l'atrocité génocidaire du Rwanda.

On aurait pu croire qu'il avait ainsi mis plus que le pied à l'étrier, qu'il avait carrément enfourché et maîtrisé son cheval.

POLITIQUES

N'est-il pas devenu aussitôt après le premier chef de gouvernement de l'ère Chirac ? Or c'est l'inverse qui s'est produit. A peine en selle, il a lourdement chuté. Extenu par les deux années précédentes durant lesquelles il cumulait le Quai d'Orsay, la direction du Rassemblement pour la République, ses fonctions à la mairie de Paris et son engagement prudemment progressif dans la campagne présidentielle de Jacques Chirac, il a vidé les étriers.

Il faut dire que la tâche qui lui était confiée était homérique : Premier ministre, maire de Bordeaux, président du RPR, il devait subitement convertir la fameuse « fracture sociale » du nouveau président en implacable austerité pour cause de qualification à l'euro. Lessivé, déstabilisé par ses imprudences personnelles (affaire de l'appartement privé), il a dû faire face au plus puissant mouvement de grève qu'ait connu la France depuis mai 1968. Il avait commis l'erreur de vouloir mener de front plusieurs réformes impopulaires. Il a donc dû reculer, accepter une dissolution, se faire littéralement rejeter.

Durant des années, il ne s'en est pas remis, allant de déconvenue en déconvenue, incarnant de plus en plus le personnage du grand espoir persécuté par le sort. Il avait accepté stoïquement, injustement, de servir de paratonnerre à Jacques Chirac dans les affaires financières du RPR. Rien n'allait plus : il avait réveillé Bordeaux de ses torpeurs chabanistes mais Bordeaux le rejetait. Nicolas Sarkozy en faisait un ministre d'Etat, numéro 2 du gouvernement : il devait aussitôt abandonner ces fonctions. Chaque espérance deve-

nait un purgatoire, chaque tentative, une humiliation. Seules éclaircies : il retrouvait finalement le cœur des Bordelais et manifestait une liberté d'analyse et de ton inédites. La Rolls du Quai d'Orsay retrouvait allure et allant.

Et puis, miracle : l'affaiblissement du sarkozysme le métamorphose soudain en sauveur. Alain Juppé ne retrouve pas seulement les Affaires étrangères mais son statut de machine intellectuelle hors série, d'atout décisif pour la majorité, presque de dernière chance du gouvernement avec, en prime, une distance bienvenue vis-à-vis de lui-même. Alain Juppé est de retour en grand équipage et ce n'est pas pour jouer les seconds rôles. Il a d'ailleurs reçu toutes les assurances pour cela et pris toutes les précautions. Il était demandé et non pas deman-

deur, il a donc pu obtenir la garantie de disposer d'un véritable espace d'autonomie. La nomination de Claude Guéant au ministère de l'Intérieur favorise ce changement, presque cette rupture. Michèle Alliot-Marie était une sorte de ministre déléguée aux Affaires étrangères auprès de l'Élysée, Alain Juppé sera un super-ministre des Affaires étrangères. L'avalanche actuelle de crises et de révolutions ne va pas se tarir d'ici à l'élection présidentielle. Alain Juppé n'aura pas seulement du pouvoir mais aussi du pain sur la planche.

Peut-il aller plus loin ? Qu'il soit en train de devenir pour Nicolas Sarkozy un interlocuteur plus direct et plus égalitaire que les autres, c'est déjà une réalité. En conseil des ministres, le chef de l'Etat l'écoute plus attentivement que ses voisins et multiplie les gestes de considération. Il aura de toute façon un rôle d'influence majeur en cette année préélectorale, d'autant plus qu'il peut se permettre de s'exprimer plus franchement que les autres. Du coup, François Fillon devrait lui aussi se faire entendre davantage. Tout cela fera d'Alain Juppé un homme clé dans le dispositif sarkozien, lequel en a le plus grand besoin. Si le climat politique s'inversait et que les chances de l'emporter de Nicolas Sarkozy réapparaissent, le maire de Bordeaux pourrait assurément rêver de Matignon en 2012. Si le climat se confirmait au contraire, Jean-François Copé et François Fillon auraient face à eux un rival très présidentialisé par ses nouvelles fonctions.

L'ŒIL DE WILLEM



L'Europe doit taxer les marchés financiers

Par des députés européens de gauche

Depuis trop longtemps, le secteur financier a été sous-fiscalisé. Dans le sillage de la crise, les contribuables lui ont fourni, en soutien exceptionnel, des milliards en Europe et dans le monde. Maintenant que le secteur a renoué avec les profits, il est temps qu'il contribue à hauteur de sa juste part. La taxe sur les transactions financières (TTF), une idée qui existe depuis 1939, connaît un regain d'actualité et constitue la prochaine étape cruciale pour l'UE. A l'initiative des socialistes et démocrates, le Parlement européen en débattera à nouveau le 7 mars.

Une TTF est un outil essentiel pour mettre un terme à l'injustice fiscale. Aujourd'hui, la charge fiscale pèse principalement sur l'emploi et les entreprises alors que le secteur financier demeure largement exonéré de toute taxation. La TTF lui permettra de contribuer au coût de la reprise après la crise dont il porte la responsabilité. Parallèlement à la mise en place d'un nouveau cadre européen de régulation et de supervision, la TTF peut être un outil important pour lutter contre la prise de risque excessive, la spéculation, le court-termisme et l'opacité qui ont eu des conséquences dévastatrices sur l'économie. Même les plus ardents défenseurs du libre marché reconnaissent que le secteur financier, dont les transactions représentent plus de 70 fois le PIB mondial en raison d'abord de la croissance rapide du secteur des produits dérivés de gré à gré, se concentre sur les investissements spéculatifs et très risqués. Alors que la crise de la

dette de la zone euro se propage, il est temps de s'engager dans une réforme qui restaure les marchés financiers dans leur fonction de base : financer l'économie réelle.

Nous voulons un partage plus équitable du coût de la crise en envoyant l'addition aux institutions financières qui en portent la principale responsabilité, mais qui jusqu'ici ne l'ont pas assumée ou n'en ont pas payé le prix. Nous voulons un outil de taxation efficace qui, en raison de son bas niveau (0,01-0,05% par exemple), renchérit uniquement le coût des transactions les plus nuisibles et spéculatives telles que le trading à haute fréquence, les ventes à découvert ou à nu, sans pénaliser les transactions créant de la valeur ajoutée en faveur de l'économie réelle. Nous devons contester l'argument du lobby des services financiers selon lequel, en pénalisant ces transactions hautement spéculatives, court-termistes et à haut risque, la TTF est un « coup porté à la compétitivité de l'économie européenne ». Car le coup réel porté à la compétitivité européenne est celui de continuer à faire peser la charge fiscale sur l'emploi et l'investissement réel. Une taxe sur les transactions financières à l'échelle mondiale serait la meilleure solution, mais la difficulté de dégager un accord au sein du G20 ne saurait servir à l'UE de prétexte à l'immobilisme. L'Europe doit montrer la voie en introduisant une taxe sur les transactions financières à l'échelle européenne.

Signataires : Pervenche Berès (France), Udo Bullmann, Leonardo Domenici (Italie), Elisa Ferreira (Portugal), Arlene McCarthy (Royaume-Uni) et Anni Podimata (Grèce).